Feminist Nationalism sous la direction de Lois A. West, New York, Londres, Routledge, 1997, 294 p.

Micheline de Sève

Volume 17, numéro 1-2, 1998

Femmes, citoyenneté et représentation

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/040110ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/040110ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (imprimé)

1703-8480 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

de Sève, M. (1998). Compte rendu de [*Feminist Nationalism* sous la direction de Lois A. West, New York, Londres, Routledge, 1997, 294 p.] *Politique et Sociétés*, 17(1-2), 280–282. <https://doi.org/10.7202/040110ar>

Feminist Nationalism

sous la direction de Lois A. West, New York, Londres, Routledge, 1997, 294 p.

Les études féministes ont souvent opposé nationalisme et féminisme, le rôle de gardiennes de la tradition et de mères de la nation s'accommodant mal des revendications de liberté personnelle et d'émancipation politique portées par le mouvement de défense des droits des femmes. L'approche adoptée dans cet ouvrage est tout autre, puisqu'il s'agit d'inventorier comment divers mouvements de femmes ont redéfini aussi bien le féminisme que le nationalisme dans des contextes historiques particuliers. S'est ainsi affirmé un point de vue centré sur les femmes, qui rejette leur rôle traditionnel de victimes passives d'une politique d'unité nationale, pour leur assigner celui de coresponsables de la construction de la nation. Dès lors, le féminisme

ne se pose plus comme une dimension extérieure au nationalisme, mais le reconstruit de l'intérieur en affirmant le caractère fondamental des intérêts des femmes tout autant que de ceux des hommes dans la défense ou la promotion de cultures nationales spécifiques.

Dans son introduction théorique, Lois A. West distingue trois types de mouvements nationalistes susceptibles de s'ouvrir à une perspective féministe : les mouvements historiques de libération nationale, les mouvements dirigés contre le néocolonialisme et les mouvements de revendications identitaires de groupes minorisés sur un territoire donné. Sans oublier que le féminisme lui-même, dans sa dimension de mouvement transnational, peut se définir comme une forme de nationalisme axé sur le genre plutôt que sur l'ethnicité.

Un premier chapitre consacré à l'Europe nous offre un point de départ paradoxal. Gisela Kaplan y soutient que seules l'Italie du XIX^e siècle et la Finlande du début du XX^e siècle font exception à l'antagonisme qui régit les rapports entre féminisme et nationalisme dans l'espace politique européen. Le républicanisme à la française, comme le nationalisme ethnique, ont tous deux fondé l'unité nationale sur le confinement des femmes dans la sphère privée. La privatisation du pluralisme a ainsi eu pour effet d'exclure de la vie publique non seulement les mères, mais les minorités religieuses ou nationales, la dissidence et la diversité en général. Ce n'est que par exception, là où les citoyennes ont pu participer directement et à titre individuel à la construction nationale, que le nationalisme a pris une coloration de genre différente. Dans l'ensemble, c'est plutôt au niveau international que les déclarations des droits des femmes et la lutte pour le contrôle de leur fécondité ont trouvé leurs assises.

Les autres chapitres de l'ouvrage sont consacrés à une série d'études de cas, à commencer par ceux de l'Irlande du Nord et des Balkans, pour ce qui est de l'Europe. Dans le premier cas, le nationalisme a « qualifié » et dominé l'expression des revendications spécifiques des femmes. Dans le second, l'orientation pacifiste des mouvements dissidents au début des hostilités a fait place à l'organisation patriotique, sur des bases nettement territoriales, des victimes croates ou bosniaques de la guerre contre l'agresseur serbe, brisant les réseaux fragiles créés entre des organisations féministes transnationales.

La section sur le Moyen Orient, l'Asie centrale et l'Afrique regroupe trois chapitres passionnants consacrés à l'Afghanistan, où Valentine M. Moghadan remonte à l'approche réformatrice élitiste des années 1920 pour retracer comment l'échec d'un État faible et l'absence de soutien international aux éléments modernisateurs ont fait le lit du fondamentalisme tribal ; à la Palestine, dont les femmes n'entendent pas se retrouver dans une seconde Algérie : et à l'Afrique du Sud, dont la constitution innove en excluant la discrimination sur la base du sexe et du genre.

La section suivante porte sur l'Asie et les Îles du Pacifique. Elle retient d'abord le cas des Philippines, où le facteur classe a nettement marqué

l'évolution sectorielle de mouvements féministes teintés par le marxisme ; elle retient ensuite celui de la Corée du Sud, où la violence faite aux femmes en temps de guerre comme en temps de paix sert de fer de lance à la lutte contre l'exploitation économique et sexuelle des femmes dans l'industrie touristique et autour des bases militaires américaines, comme du temps de l'occupation militaire japonaise. Cette section inclut également le témoignage nationaliste d'une leader autochtone des îles Hawaï, dont on comprend rapidement la méfiance à l'endroit de ce qu'elle ressent comme le colonialisme des féministes blanches de toute origine.

Enfin, une dernière section traite des Amériques avec trois chapitres portant respectivement sur l'Amérique centrale, le Québec et le mouvement américain des Chicanas. L'étude sur l'Amérique centrale illustre la difficulté de développer un mouvement de femmes autonome face à des guérillas imprégnées de machisme et promptes à excommunier tout élément jugé étranger à la culture nationale. L'étude consacrée au Québec, par Patrice LeClerc et Lois A. West, réjouira les féministes souverainistes. Leur point de vue est présenté avec empathie et à partir d'entrevues réalisées dans le contexte québécois plutôt que dans une perspective canadienne, ce qui tranche nettement avec l'approche généralement utilisée dans les ouvrages anglophones, plus attentifs à souligner les tensions entre le mouvement « féministe » canadien et les mouvements de femmes « nationalistes » québécois ou autochtone. Quant à l'étude consacrée aux Chicanas, elle illustre aussi bien les difficultés d'articuler les dimensions du genre, de la race et de la classe dans un contexte dominé par une tradition masculiniste, que l'importance de la jonction entre expertes ou théoriciennes et militantes engagées pour vaincre les résistances rencontrées sur le terrain miné des rapports hommes-femmes.

Il y a ici un effort constant pour comprendre de l'intérieur chacun des mouvements présentés plutôt que de les jauger à l'aune d'une position dogmatique, fût-elle féministe. Le caractère éclectique des cas choisis pourra surprendre, mais la profondeur historique de ces études et la richesse de l'information colligée apportent une contribution majeure dans le champ de l'étude des nationalismes modernisateurs. L'approche choisie illustre l'impact d'une perspective centrée sur le genre, et non plus seulement sur l'ethnicité ou la classe, pour évaluer la portée du féminisme sur la démocratisation des mouvements nationalistes. Cet ouvrage sera très utile aussi bien aux spécialistes des relations internationales, qui souhaiteraient confronter mondialisation et régionalisation, qu'aux spécialistes en études féministes et en analyse politique, qui voudront approfondir leurs connaissances en ce qui concerne les mouvements féministes nationaux, selon une approche de genre marquée au coin d'un constructivisme culturel d'inspiration post-moderne.

Micheline de Sève
Université du Québec à Montréal